



Les organisations représentatives des personnels ne participent pas aux CTPD des 16 et 18 décembre 2009.

Monsieur le président,

Après l'annonce des **30 000** suppressions de postes dans la Fonction Publique, le Directeur a entériné lors du CTPC sa déclinaison à la DGFIP avec la suppression de **2569** emplois. Depuis 2002 c'est 16 000 suppressions d'emplois, soit 12% de l'effectif total.

Dans les documents préparatoires le département de la Seine Maritime perd **26 agents** dans la filière fiscale et **29 agents** dans la filière gestion publique. Comme chaque année la direction générale ponctionne au motif d'informatisation des services, d'internet, de l'efficacité, etc ... Dans les services pourtant la **réalité est** celle-ci : « **Faire toujours plus avec toujours moins de personnel** ».

Ainsi par exemple pour la filière fiscale c'est 18% d'emplois en moins en 8 ans soit 212 suppressions.

Côté gestion publique les fermetures de trésoreries s'ajoutent aux suppressions d'emplois (102 depuis 2006).

Depuis des années les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes et des restructurations régressives, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes. Ils souffrent de la perte de sens de leur travail et d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs.

Ils connaissent maintenant, toujours au nom de la modernisation, la mise en danger et la disparition de missions constitutives de nos administrations (CRP, dépenses etc..)

Comment porter crédit aux déclarations de la Direction générale qui s'affirme aujourd'hui être à l'écoute des difficultés des agents, particulièrement en matière de conditions de vie au travail alors que ses propres décisions en terme de moyens humains ne vont faire qu'accentuer les difficultés dans l'accomplissement des missions ?

Il est plus que temps d'arrêter le massacre !

Les personnels réunis à l'appel des organisations syndicales représentatives dénoncent la politique découlant de la mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques qui n'a d'autre finalité que de sacrifier les missions de service public et des outils de solidarité sociale sur l'autel de la réduction des coûts et de l'emploi.